

Café philo du mercredi 9 novembre 2016 : DROIT DE VOTE ET DÉMOCRATIE.

Cette rencontre a lieu le lendemain de l'élection présidentielle aux États-Unis; Donald Trump vient d'être élu. Dans les médias, les analyses donnent la répartition du nombre de voix selon les régions, les milieux sociaux, le niveau d'éducation des citoyens. Selon un article de "Libération" les électeurs de Trump seraient moins éduqués... Y aurait-il un "bon" vote et un "mauvais" vote? Pourquoi les journalistes ont-ils été déçus ou choqués de ce résultat, peut-être non "politiquement correct"?

La valeur d'une voix dépend-elle de l'éducation ou de la culture des personnes, celle des personnes dites d'un niveau culturel supérieur étant plus "valable" malgré l'égalité de droit?

Ne voterait-on plus "pour" mais "contre" quelqu'un ou contre un système qui ne serait plus démocratique, bloqué justement par les "élites", par ceux qui exercent les différents pouvoirs?

De quelle éducation s'agit-il?

A-t-on besoin d'être éduqué pour avoir du bon sens, de l'empathie, de l'altruisme, pour s'organiser socialement avec honnêteté et bonne volonté? Tous les hommes, en démocratie (le gouvernement du peuple par lui-même), sont égaux en droit, malgré les inégalités naturelles ou sociales. Faudrait-il remettre en cause cette égalité au nom d'un degré exigé d'éducation ou de culture, le vote du peuple devenant trop "simpliste" face à la complexité des problèmes? Pourquoi ne pas instaurer alors un "permis de voter"? Mais comment discerner la "bonne" éducation qui éviterait toute dérive?

Bon nombre de dictatures ne fonctionnaient-elles pas grâce à des gens très cultivés, les nazis par exemple, grands amateurs d'art ou de science? Le vote dit "populiste" est préconisé, à droite et à gauche, par des intellectuels ayant fait des études supérieures.

Si quelques intellectuels "compétents", si une élite, savent ce qu'il faut faire et ce qui, au contraire, peut être dangereux (par exemple le protectionisme), alors pourquoi demander au peuple de voter? Ne serait-il pas préférable de laisser quelques spécialistes, quelques "technocrates" décider, au lieu de laisser s'exprimer le peuple dépassé par la complexité des problèmes?

Ce sont précisément ces "élites" et cette "complexité" que le peuple semble rejeter car elles ne laissent plus s'exprimer les autres formes de pensée, de sensibilité, de centres d'intérêt. La vie démocratique suppose une diversité d'opinions et la liberté de les exprimer. Elle suppose aussi que ne soient pas trop flagrantes les injustices et les inégalités sociales.

Certes, la démocratie exige-elle une "éducation civique", inculquant que le vote est un droit mais aussi un devoir puisque chaque citoyen se doit d'élire un "représentant". Ce choix suppose, pour être démocratique, que l'électeur et l'élu agissent en fonction de l'intérêt commun, qui n'est pas la somme des intérêts particuliers, et non pas seulement pour lui même.

C'est pourquoi Platon préconisait que chaque citoyen ayant reçu, par la Cité, une éducation lui permettant de discerner ce "bien commun" devrait accepter, en échange, de gouverner cette Cité pendant un temps - comme un service rendu- si le tirage au sort le désignait.

La démocratie, dans la Grèce antique, excluait tous ceux qui n'avaient pas "droit de Cité" comme les femmes, les esclaves, certaines catégories sociales...

Dans nos démocraties contemporaines le peuple est-il capable de discerner cet "intérêt commun", la notion de "bien commun" étant très peu voire pas du tout utilisée? Si la société assure à chacun une "éducation civique", pourquoi ne pourrions-nous pas aussi envisager un tirage au sort plutôt que des élections?

Chacun est doué de "bon sens", selon Descartes, "bon sens" étant synonyme pour lui de "raison": tout homme est doué de raison, donc en ce sens "raisonnable". Faute de ce "sens commun", comment les hommes pourraient-ils s'entendre entr'eux, ou même discuter, dialoguer, se mettre d'accord? Certes, cette capacité de raisonner doit "s'exercer", se donner une méthode, mais elle assure à chacun la liberté d'agir en connaissance de cause et de réfléchir au-delà de ses intérêts particuliers immédiats.

Si les êtres humains ne sont pas capables de suivre la raison-s'ils sont "bêtes"-, et incapables d'agir pour le bien commun-s'ils sont "méchants"-, comme le pensait Machiavel, alors la vie en société exige qu'un État fort les contraigne à agir selon l'intérêt commun... Ruse, cynisme, manipulations, mensonges etc. sont alors nécessaires à l'action politique.

Mais ce principe est contraire à celui de la démocratie pour laquelle les hommes obéissent aux lois qu'ils se sont eux-mêmes données par l'intermédiaire de leurs représentants. Le problème de notre démocratie est le manque de représentativité des élus, en lesquels, donc, les électeurs ne se reconnaissent plus.

Le manque de représentativité va de pair avec le manque de confiance, le décalage entre les valeurs démocratiques prônées et la réalité vécue des citoyens. Par exemple, au niveau de l'écologie, il existe un décalage entre les principes énoncés et les règlements ou lois adoptés: vouloir soutenir l'agriculture biologique et faire payer des taxes importante à ces agriculteurs; ou bien, supprimer du personnel dans la fonction publique pour des raisons budgétaires...

Le refus de voter peut apparaître alors comme un refus de se rendre complice d'un semblant de démocratie, d'une "mascarade" où il devient impossible de lutter contre les rouages mis en place par certains pour bloquer le pouvoir, et contre les pouvoirs financiers liés à la mondialisation. Que reste-t-il face à ces pouvoirs financiers, du pouvoir réel du politique?

La mondialisation pourrait ne pas être uniquement liée à l'argent, mais à l'interconnexion des peuples jusque là dispersés sur le globe. Le développement technique, libérant les hommes des dures tâches matérielles pourrait favoriser le développement de l'esprit humain, créant une humanité plus spirituelle et plus libre, comme le pensait Teilhard de Chardin. Mais au contraire, les hommes ne se sont-ils pas davantage soumis à ce monde matériel? Ce ne sont plus la pensée ni la science qui dominant, mais bien la technique qui domine la pensée. Cet impérialisme mental s'observe par exemple dans l'usage d'objets techniques qui ont été imposés et sont devenus indispensables à la vie sociale, comme les téléphones portables et les ordinateurs, sans que jamais le peuple n'ait été consulté. Les individus qui ne les maîtrisent pas ou ne souhaitent pas les utiliser peuvent être rejetés du monde du travail (exemple: absence d'adresse mail), voire de la société, et ce malgré la bienveillance individuelle des proches ou même la bienveillance affichée du système. Voir les films "La loi du marché" ou " Moi, Daniel Blake".

L' usage des technologies de communication et des réseaux sociaux favorise-t-il la démocratie? La réponse dépend aussi de la responsabilité de chacun: que veut-on communiquer et comment? Elle dépend de la liberté de résister aux opinions de "bas étage", d'éviter de colporter des "ragots", des jugements infondés qui desservent la démocratie; ce qui relève du questionnement philosophique. Cependant, la libération de la parole ne l'a-t-elle pas rendue, finalement, banale, impuissante? L'échange de paroles n'est-il pas en réalité un jeu de pouvoirs, tout étant décidé d'avance? Dans certains pays, comme le Danemark, le peuple fait confiance à ceux qui le gouvernent. Comment restituer cette confiance en France? Pouvoir révoquer les élus qui ne respectent pas leurs engagements? Supprimer les privilèges encore monarchiques liés aux différents pouvoirs? Dénoncer les "corruptions" liées aux intérêts économiques de certaines entreprises?

Le droit de vote n'a de sens que si les hommes politiques peuvent et doivent rendre des comptes aux citoyens, le langage politique devenant plus simple, contrairement à la "langue de bois", démotivante. La démocratie reste le "moins mauvais" des régimes, préservant la liberté qui demeure et que nous devons accroître. C'est un fil directeur, impliquant la formation au respect de l'autre, de l'humain, permettant la bonne entente entre les hommes, jamais définitivement acquise puisqu'il s'agit d'un pouvoir à construire, à partager. Confisqué par un homme, un clan, un groupe, le pouvoir se transforme en dictature plus ou moins avouée, ou masquée par un semblant de partage et de "complexité". Les modes de fonctionnement de la démocratie, la répartition des pouvoirs, varient d'un pays à l'autre; mais restreindre le droit de vote expose au totalitarisme.

Il existe un danger de dérives des opinions, racistes ou xénophobes par exemple; mais un danger aussi d'un grand "establishment" bien pensant -dont font partie les médias- qui semble décider à la place du peuple ce qui est "bien" ou "mal", excluant certaines valeurs et certaines populations qui se sentent donc méprisées, dénonçant ce qui est obscurément taxé de "populisme". D'où le rôle joué alors par les réseaux sociaux.

Plutôt qu'une utopie, la démocratie apparaît comme un mode de vie acceptant réellement de débattre au lieu de tout cadrer dans des institutions, qui finissent par bloquer les initiatives des citoyens.